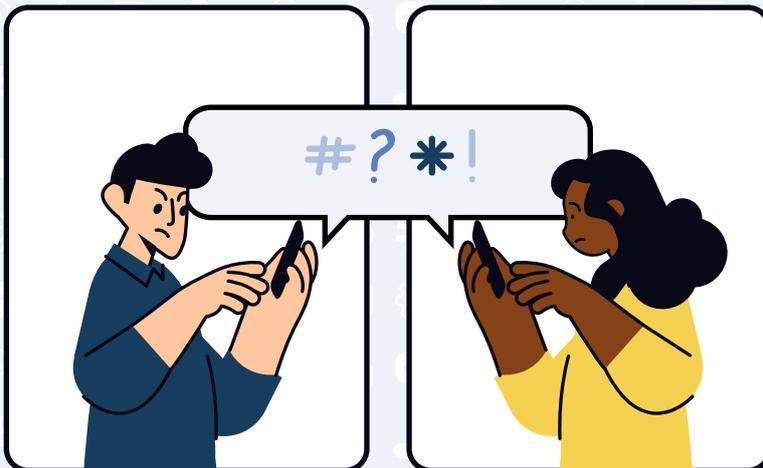




KidActions



#?*



KidActions

Recommandations politiques

Cette brochure a pour but de fournir un ensemble de recommandations pratiques qui examinent la dimension multiforme de la (cyber)intimidation chez les enfants et les adolescents. Nous espérons que les idées contenues ici aideront la société civile, les ONG, le personnel éducatif, les services sociaux, les professionnels de la santé et des soins, les décideurs politiques et les autres parties prenantes concernées à créer un environnement politique propice à une prévention, une détection et une réponse plus efficaces à la (cyber)intimidation.



Nos recommandations sont basées sur le travail effectué par le projet [KID_ACTIONS](#), financé par la Commission européenne. Le projet KID_ACTIONS vise à créer une gamme d'outils innovants fondés sur des analyses de terrain pour lutter contre la cyberintimidation chez les jeunes de 11 à 19 ans. Elles prennent en compte les expériences de nombreux partenaires, d'experts et de jeunes consultés à différentes étapes du projet, ainsi que nos analyses et les lignes directrices internationales et européennes pertinentes dans ce domaine.



Nous espérons que les idées contenues dans ce document contribueront à fournir une base solide pour faire avancer la discussion au niveau européen et national. Enfin, nous espérons qu'elles contribueront à inciter de nombreux partenaires à poursuivre l'échange d'expertise, de bonnes pratiques et à renforcer la collaboration pour continuer ensemble à lutter contre la cyberintimidation à l'école et au-delà. Ces recommandations sont disponibles en anglais, italien et français.



Editeur : European Schoolnet (EUN Partnership AIBSL)
Rue de Trèves, 61 - 1040 Brussels, Belgium

Auteurs : Verónica Donoso et Sophie Smit

Design : Mattia Gentile

Illustrations : Réadaptations de l'auteur Adobe Stock [@PureSolution](#)



Contents

L'impact de la cyber-intimidation reste problématique en Europe et dans le monde 4

Alors, que doit-on améliorer ? 4

- Une définition commune de la cyberintimidation 4
- Des politiques durables et une responsabilisation accrue du secteur des TIC sont nécessaires 5
- Nous ne pouvons pas lutter contre la cyberintimidation sans nous attaquer à l'intimidation hors ligne et aux autres formes de harcèlement (entre camarades) 5

Nous avons besoin de réponses ciblées pour les enfants en situation de vulnérabilité et adaptées à leur besoins 6

- La cyberintimidation est une responsabilité multipartite. Plus de coopération et de coordination entre les secteurs sont nécessaires 6

Recommandations clés 7

- Le personnel éducatif 8
- Les décideurs politiques 11
- Animateurs enfance-jeunesse / éducation non formelle 12
- La société civile 13
- Le secteur des médias 14
- Le monde académique 14
- Le secteur des TIC 15
- La famille et l'entourage 16
- Les enfants et les jeunes 17

Conclusions 19

Malgré les nombreux efforts déployés, l'impact de la cyberintimidation reste problématique en Europe et dans le monde

Dans le monde, plus d'un jeune sur trois déclare avoir été victime de cyberintimidation¹. Malgré les initiatives existantes pour la prévenir et la combattre, la cyberintimidation reste le problème le plus signalé aux centres d'appel, dans le cadre du réseau européen des Safer Internet Centres financé par la Commission européenne au cours de la dernière décennie². La cyberintimidation est un problème préoccupant, notamment en raison des conséquences négatives qu'elle peut avoir sur les victimes. Cependant, il n'est pas simple de déterminer son impact et sa gravité. Les études sur la cyberintimidation proposent généralement des estimations allant de 10 à 40 % selon la définition de la cyberintimidation et l'âge des victimes³. En Europe, la recherche EU Kids Online a révélé que la cyberintimidation avait augmenté de 8 à 12 % entre 2010 et 2014, les filles semblant être plus touchées puisque leur taux a atteint 15 %⁴. En 2020, EU Kids Online a constaté que dans la plupart des pays européens inclus dans l'enquête, moins de 10 % des enfants ont déclaré avoir été victimes de cyberintimidation⁵.

Un seul cas de cyberintimidation est déjà un cas de trop

La cyberintimidation peut provoquer de graves préjudices psychologiques, émotionnels ou sociaux⁶, et a également été associée à l'inadaptation psychosociale tant des victimes que des intimidateurs. De plus, il existe une série de problèmes de santé mentale et physique résultant de la cyberintimidation qui peuvent avoir un effet profond sur les victimes³. Il s'agit notamment du mal-être, de la peur, de troubles émotifs, de la phobie d'Internet⁷; de l'isolement social, de l'exclusion sociale, de la faible estime de soi, de l'anxiété et de la dépression⁸, ainsi que de l'absentéisme scolaire et de mauvaises notes^{9,10}. En outre, les brimades peuvent avoir un impact sur les résultats scolaires des victimes et entraîner un traumatisme émotionnel¹¹.

Une préoccupation majeure pour les praticiens, les parents et la société est l'impact que la cyberintimidation peut avoir sur l'automutilation et les tentatives de suicide⁷. Certaines données indiquent qu'il existe une relation entre le fait d'être victime de cyberintimidation et ces graves conséquences¹². Cependant, les situations de risque en ligne ne créent pas toujours de dommages. Néanmoins, lorsque c'est le cas, l'impact sur la santé et le bien-être de l'enfant ou de l'adolescent peut être considérable, notamment parce

que les incidents en ligne ont le potentiel d'atteindre un public plus large que les brimades hors ligne et parce que l'agression peut se perpétuer en ligne, laissant aux victimes l'impression qu'elles ne peuvent pas y "échapper". En outre, les répercussions de la cyberintimidation peuvent aller bien au-delà. Par exemple, un incident grave peut avoir des répercussions négatives sur une classe, une école, mais aussi sur les familles et l'ensemble de la communauté.

Alors, que doit-on améliorer ?

Une définition commune de la cyberintimidation

Bien que la cyberintimidation soit considérée comme un problème de santé sérieux et un problème social croissant et qu'on trouve une abondante littérature sur la cyberintimidation, il n'existe à ce jour aucune définition universellement acceptée¹³. Malgré cela, certaines définitions se retrouvent couramment dans les recherches universitaires.

Par exemple, Hinduja et Patchin définissent la cyberintimidation comme "un dommage intentionnel et répété que d'autres personnes infligent via un dispositif numérique"¹⁴.

Smith et al. définissent la cyberintimidation comme "un acte agressif et intentionnel réalisé par un groupe ou un individu, en utilisant des formes de contact électronique, de manière répétée et dans le temps, à l'encontre d'une victime qui ne peut pas facilement se défendre"¹⁵.

L'absence d'une compréhension commune de la cyberintimidation est problématique car elle rend moins fiable la comparaison entre les études, les pays et les régions. Si la cyberintimidation est définie de différentes manières, elle est également mesurée différemment. Cela peut contribuer à expliquer les différences considérables dans les taux de victimisation rapportés dans différentes études.



"Les médias sont très sensibilisés au sujet de la cyberintimidation. Ce n'est donc plus un sujet aussi tabou qu'avant. Mais il y a aussi un inconvénient à ce phénomène médiatique, car c'est devenu comme une mode de parler de l'intimidation. Les enfants se traitent de victimes comme d'un gros mot. Si je te regarde un peu bizarrement, alors tu dis : "Ne me harcèle pas !". [...] C'est comme si chaque conflit devenait de la cyberintimidation ou de l'intimidation [...] mais si chaque conflit est appelé cyberintimidation, alors la véritable cyberintimidation n'est plus perçue."

Représentant d'un Safer Internet Centre

Avoir une définition commune de la cyberintimidation n'est pas seulement important pour les chercheurs ou les décideurs politiques. En réalité, c'est également important pour les enfants et les jeunes, ainsi que pour ceux qui travaillent directement avec eux, par exemple les éducateurs, les [Safer Internet Centres](#), les médias et tous les acteurs impliqués dans la sensibilisation et la lutte contre la cyberintimidation. Si nous voulons mieux combattre la cyberintimidation, il faut adopter une position claire sur ce qu'elle est et ce qu'elle n'est pas. Cela implique l'adoption d'une définition complète de la cyberintimidation, révisée en concertation avec les organisations et les experts, ainsi que par les enfants et les jeunes.

Des politiques durables et une responsabilisation accrue du secteur des TIC sont nécessaires

La cyberintimidation peut prendre de nombreuses formes, notamment le harcèlement, le dénigrement, l'usurpation d'identité, l'injure, la diffusion de contenus et informations privées, la tromperie, l'exclusion et le stalking¹⁶. La cyberintimidation se produit en particulier sur différentes plateformes, dont les applications de communication par messages, photos, vidéos et jeux en ligne, ainsi que sur un grand nombre de plateformes de réseaux sociaux¹⁷. Pour l'avenir, il est essentiel d'anticiper en temps utile les risques en ligne émergents ainsi que les nouvelles manifestations des risques existants, comme la cyberintimidation, qui pourraient résulter des prochaines étapes du développement d'Internet, comme le métavers. En prenant en compte les risques tels que la cyberintimidation dès le départ, les acteurs seront mieux placés pour collaborer et créer le dialogue nécessaire pour élaborer des réponses efficaces et durables à la cyberintimidation et aux autres risques en ligne.

"Il s'agit de la réalité augmentée et de la réalité virtuelle. Nous sommes très inquiets parce que nous pensons à la réalité virtuelle et à ce que vous allez vivre si vous y êtes harcelé. Si vous êtes dans la réalité virtuelle et que vous avez l'impression que cela vous arrive, quel sera l'impact sur votre vie et votre bien-être ? Nous ne savons pas, et nous parlons d'intimidation, ce qui peut être très grave, et avec la réalité virtuelle, cela peut l'être encore plus (...). Je pense que c'est ainsi que l'intimidation va évoluer dans le monde de la réalité virtuelle et c'est quelque chose qui nous préoccupe beaucoup."

Représentant de l'industrie digitale

Nous ne pouvons pas lutter contre la cyberintimidation sans nous attaquer à l'intimidation hors ligne et aux autres formes de harcèlement (entre camarades)

Même si les études suggèrent que le harcèlement (hors ligne) et la cyberintimidation ne sont pas des phénomènes distincts, il existe un certain nombre de caractéristiques qui distinguent le harcèlement en ligne du harcèlement hors ligne¹⁸, comme le fait que la cyberintimidation peut potentiellement atteindre un public plus large, et que les cyberintimideurs peuvent être "anonymes" et physiquement "distants" de leurs victimes, ce qui rend les auteurs moins conscients des dommages potentiels infligés aux victimes. La possibilité de se "cacher derrière un écran" (qu'il soit anonyme ou non) peut encourager l'intimideur à aller plus loin dans son agression qu'il ne le ferait en personne. De plus, comme le (cyber)intimideur n'est pas présent pour voir et assister directement aux réactions de la victime¹⁹, il ne dispose généralement pas des indices physiques et sociaux nécessaires pour éveiller son empathie. Cette "invisibilité" peut rendre les autres moins aptes à intervenir et à mettre fin à la cyberintimidation, et l'agresseur peut ainsi réussir à échapper à la responsabilité de ses actes.

•••

"J'ai entendu beaucoup d'histoires de personnes qui ont été harcelées de manière anonyme sur ce genre de [plateformes] parce que vous pouvez vous en tirer parce que votre nom n'est pas sur le commentaire."

Adolescent, Irlande

•••

"Je pense que sur Internet, on peut dire ce que l'on veut sans filtres, on peut dire du mal sans conséquences."

Adolescent, Irlande



Malgré les différences entre l'intimidation hors ligne et en ligne, les experts, les éducateurs, les praticiens et les jeunes consultés tout au long du projet KID_ACTIONS ont convenu que l'intimidation en ligne ne peut être combattue avec succès que si d'autres formes d'agression, y compris hors ligne, sont également traitées.

“L'intimidation n'est pas un problème nouveau. C'est un problème ancien qui remonte à des décennies et des décennies. Les méthodes que les enfants utilisent pour se s'intimider ont simplement évolué et changé au fil du temps. Mais, en réalité, ce type de comportement et ses conséquences sont certainement problématiques depuis très longtemps.”

Chercheur, Royaume-Uni

Nous avons besoin de réponses ciblées pour les enfants en situation de vulnérabilité et adaptées à leur besoins

Certains groupes d'enfants et de jeunes sont plus susceptibles d'être victimes de cyberintimidation que d'autres. Par exemple, ceux qui ont un handicap²⁰, ceux qui souffrent de troubles comportementaux et émotionnels, et ceux qui sont caractérisés par des indices socio-économiques défavorables²¹. En outre, l'impact que la cyberintimidation peut avoir au niveau personnel dépend de nombreux facteurs, notamment individuels (par exemple, les traits de personnalité des intimidateurs et des victimes, la capacité de la victime à faire face à l'incident), ou contextuels (par exemple, les moyens utilisés pour faire du mal)^{22 15}. Le soutien (social) disponible pour les victimes (par exemple, à la maison, à l'école, par l'intermédiaire de leurs camarades ou de personnes de confiance dans leur environnement) est également crucial. Par conséquent, la cyberintimidation peut affecter les enfants de différentes manières, en fonction des mécanismes et du soutien dont ils disposent (ou non) et de leurs stratégies d'adaptation. Malheureusement, de nombreux enfants en situation de vulnérabilité manquent de réseaux de soutien. Cela a un impact négatif sur leur capacité à construire une résilience à long terme. Il est donc vital de leur fournir un soutien et des ressources supplémentaires, mais aussi individualisés, pour les aider à s'épanouir.

Les enfants qui ne sont pas soutenus, qui n'ont pas un bon réseau, les enfants sous tutelle sont particulièrement problématiques parce qu'ils sont sous la tutelle des États, ils n'ont souvent pas une bonne relation avec leur parent d'accueil ou le foyer pour enfants dans lequel ils se trouvent. Ils ont tendance à ne pas établir de bonnes relations avec leurs camarades, et ne bénéficient donc pas de ce soutien. Ils ont tendance à se méfier des autorités, et ne vont donc pas voir l'assistant social ou l'enseignant. Et cela signifie qu'ils sont très isolés en termes de soutien, ce qui implique qu'ils ne peuvent pas développer la résilience nécessaire, systémique ou individuelle, pour faire face au comportement d'intimidation, et donc l'impact sur eux est beaucoup plus grand que l'impact sur quelqu'un qui est issu d'une famille aimante.”

Chercheur, Royaume-Uni

La cyberintimidation est une responsabilité multipartite. Plus de coopération et de coordination entre les secteurs sont nécessaires

Les écoles et les familles ne sont pas les seules à avoir un rôle à jouer dans la prévention, la détection et la réponse à la cyberintimidation. Les acteurs telles que l'industrie, la société civile, les gouvernements et les enfants et les jeunes ont également la responsabilité d'aider à résoudre le problème. Reconnaître que le cyberharcèlement est un problème de société qui ne peut être résolu par les seules écoles est important pour sensibiliser à ce problème et **encourager différents partenaires à assumer leurs responsabilités et à agir en conséquence.**

“Je pense qu'une partie du problème est que si les écoles se sentent ciblées, critiquées et accusées de ce problème, alors elles vont l'enterrer, elles vont faire semblant que ça n'existe pas, elles vont essayer de présenter à la communauté une image enjolivée de la réalité [...]. Je pense que nous avons besoin d'une culture beaucoup plus transparente et ouverte où les écoles peuvent dire : nous avons un problème avec la cyberintimidation. Nous devons y remédier sans avoir le sentiment qu'elles vont être en quelque sorte critiquées pour cela car ce n'est pas vraiment la faute des écoles, et sans que le gouvernement ne les juge négativement par rapport à cela.”

Chercheur, Royaume-Uni

Recommandations clés



Le personnel éducatif

La cyberintimidation est un problème fréquent dans les écoles et reste une priorité dans l'agenda de la politique éducative. Il est essentiel de donner à tous les enfants, dès leur plus jeune âge, les moyens de lutter contre les brimades, qu'ils en soient victimes, spectateurs ou auteurs. **Cela nécessite un programme scolaire qui accorde une attention suffisante à la promotion des compétences émotionnelles, psychologiques et sociales dès le plus jeune âge.**

“Une fille d'ici a TikTok [...] Il y a une vidéo d'elle sur TikTok, ou plutôt une vidéo sur elle faite par des camarades de classe qui se moquent d'elle et c'est vraiment une forme différente d'intimidation avec des enfants plus jeunes qui sont encore à l'école primaire et, oui, ce n'était pas vraiment le cas avant.”

Adolescent, Belgique

L'éducation devrait se concentrer davantage sur le développement de compétences sociales positives, fondement essentiel d'une interaction respectueuse, tant en ligne que hors ligne. Par conséquent, **l'éducation scolaire devrait également viser à doter les enfants de plus d'empathie, de tolérance et de confiance en soi et à leur apprendre à accepter les différences.** Il est également essentiel d'aider les enfants à devenir plus “autorégulateurs” en tant que groupe de classe pour combattre le harcèlement en ligne et hors ligne. Cela devrait se faire dans le cadre de stratégies de prévention plus larges visant à améliorer le climat scolaire et à combattre toute forme de violence à l'école, comme l'amélioration de la dynamique de groupe, au lieu de se concentrer uniquement sur les compétences numériques.

“Si les jeunes apprennent à accepter tout le monde, à faire preuve de tolérance et d'inclusion dès le plus jeune âge, de l'école primaire à l'école secondaire, en passant par l'école maternelle, d'une manière ludique ou interactive, je pense qu'ils grandiront avec un état d'esprit plus tolérant et qu'ils ne seront pas enclins à la cyberintimidation en ligne.”

Jeune, Irlande

“[Les élèves] ont besoin qu'on leur dise qu'il n'y a pas de mal à être eux-mêmes [...] [que] leur bonheur est plus important que leur apparence, leur tenue vestimentaire. On doit être soi-même.”

Adolescent, Irlande

Compte tenu de la gravité de la cyberintimidation et de l'impact négatif qu'elle peut avoir non seulement sur ses victimes mais aussi sur la classe et l'ensemble de la communauté scolaire, il est vital que les écoles investissent davantage d'efforts dans des politiques participatives à long terme et à l'échelle de l'établissement pour prévenir et gérer efficacement la (cyber)intimidation. **Les réponses ad hoc qui ne sont déclenchées que lorsque des incidents graves se produisent à l'école ne contribuent pas à éradiquer la cyberintimidation ni les autres formes de violence entre camarades à l'école.**

Il faut accorder davantage d'attention aux solutions structurelles ainsi qu'à la prévention et à l'identification précoce des incidents afin qu'ils ne dégèrent pas de manière incontrôlable. **Des protocoles adaptés aux enfants, clairs et bien diffusés sont nécessaires pour que le personnel scolaire, les enfants, mais aussi les familles et les soignants sachent comment réagir lorsque des incidents se produisent.** Les politiques scolaires ne doivent pas être simplement un “papier écrit” pour cocher une case. Au contraire, ils devraient être des documents vivants et adaptés aux enfants, idéalement co-crés avec les enfants et les jeunes, leurs familles et leurs tuteurs, et le personnel de l'école.

Les écoles ont un rôle clé à jouer dans la prévention, la détection et la réponse à la cyberintimidation, mais bien souvent le personnel scolaire est submergé par le travail quotidien ainsi que les diverses responsabilités et beaucoup n'ont pas les connaissances, le soutien institutionnel ou les protocoles efficaces pour gérer ces types d'incidents. Par conséquent, la formation initiale et **la formation permanente des enseignants sur ces questions sont essentielles pour que le personnel scolaire puisse prévenir, détecter et répondre de manière adéquate aux incidents liés à la cyberintimidation**, même lorsque ceux-ci ne se produisent pas à l'école. Le personnel scolaire doit également connaître le cadre politique et juridique applicable et les possibilités d'intervention.

“Je pense que l'énorme défi est que vous pouvez donner à un enseignant un atelier d'une demi-journée sur la cyberintimidation ou un atelier d'une demi-journée sur la santé mentale, mais il ne sera pas pour autant un expert dans ces domaines. Et ils ne se sentiront pas nécessairement à l'aise pour faire face à ces problèmes. Et, encore une fois, dans notre recherche, lorsque nous parlons aux enseignants, ils ont souvent l'impression que ce n'est pas vraiment leur travail de s'occuper de ce genre de choses. Ils avaient l'impression que le gouvernement ne faisait que renvoyer leur la balle, pour ainsi dire, c'était, vous savez, le jeu de la case à cocher pour faire plaisir au gouvernement.”

Chercheur, Royaume-Uni

Il est essentiel de placer les enfants au centre de toute solution développée pour lutter contre la cyberintimidation. **Les approches basées sur les relations entre camarades peuvent être des stratégies prometteuses pour sensibiliser et prévenir les incidents**, ainsi que pour favoriser un environnement (scolaire) bienveillant.

“Je pense que nous devons impliquer les enfants. Ils savent à quoi ils sont susceptibles de réagir, et quels types de messages, quels types d'outils ils utiliseraient. Et je pense que nous, en tant qu'adultes, avons tendance à décider de ce dont nous estimons qu'ils ont besoin. Et peut-être avons-nous raison sur ce dont ils ont besoin. Mais s'ils ne réagissent pas, alors à quoi bon ?”

Chercheur, Etats-Unis

Il est essentiel de créer des espaces sûrs pour partager des expériences douloureuses et apprendre à y faire face. Les recherches montrent toutefois que lorsqu'il s'agit de signaler des incidents tels que la cyberintimidation, les enfants sont moins enclins à en parler à leurs enseignants. **Il reste donc crucial de renforcer les capacités et les stratégies des enseignants à réagir et à offrir un soutien adéquat aux enfants et aux jeunes lorsqu'ils partagent des expériences sensibles ou douloureuses.**

“Le plus grand obstacle au succès de ces programmes est la confiance des enfants dans le fait de parler et de dénoncer. Vous savez, s'ils pensent que ça ne changera rien, ou s'ils ne font pas confiance à leurs enseignants ou aux élèves, s'il n'y a pas une culture dans laquelle il est acceptable de parler, alors vous ne pouvez pas faire grand-chose pour résoudre le problème des intimidations. [...] Parce qu'il faut faire beaucoup d'efforts pour convaincre les enfants qu'ils peuvent s'exprimer en toute sécurité. Et alors, s'ils le font, ils seront traités avec compréhension par le personnel.”

Représentant de la société civile, Royaume-Uni

Il est fondamental de fournir aux écoles des conseils concrets sur la manière de concevoir leurs propres politiques de lutte contre le harcèlement. Cependant, il faut également créer des incitations pour soutenir le développement de ces stratégies à l'école. Les recherches montrent que lorsque des politiques de lutte contre la cyberintimidation sont disponibles à l'école, elles sont généralement élaborées par l'équipe de direction de l'établissement sans (grande) participation des enseignants, des élèves ni des parents²³.

Les écoles doivent s'efforcer d'impliquer l'ensemble de la communauté scolaire dans l'élaboration de leurs politiques afin d'en accroître l'efficacité. Une approche globale de l'école demande beaucoup de temps et d'efforts, mais elle augmente considérablement l'efficacité de ces politiques car elles sont adaptées aux besoins spécifiques de chaque école.

“L'approche globale de l'école considère l'école comme faisant partie d'une communauté plutôt que comme un simple établissement d'enseignement et elle s'efforce d'impliquer les parents qui sont si importants pour tous les problèmes, mais aussi de travailler en communion avec les directeurs d'école et les enseignants en sorte d'intégrer les politiques afin qu'elles fonctionnent au niveau local. Le défi avec l'approche globale de l'école est qu'il s'agit d'une approche assez coûteuse à mettre en œuvre pour le faire correctement, non seulement financièrement coûteuse, mais gourmande en ressources en termes de temps et de personnes nécessaires pour le faire correctement.”

Chercheur, Royaume-Uni

Encadré 1 : Conseils pour mettre en place une politique participative de lutte contre le harcèlement à l'école

Suivant Donoso & Verdoodt (2014), voici quelques conseils pour aider les écoles à développer des politiques participatives et scolaires pour lutter contre la cyberintimidation :



S'adapter à l'objectif

Les politiques doivent répondre aux besoins spécifiques des écoles en tenant compte des caractéristiques de la population scolaire, par exemple l'âge, le sexe et le statut socio-économique des élèves, ainsi que les incidents d'intimidation spécifiques auxquels ils peuvent être confrontés (Farrington et Ttofi, 2009).



Les politiques de cyberintimidation doivent être intégrées de manière cohérente dans une politique scolaire plus large (anti-intimidation).

Tout en définissant leur propre politique anti-intimidation, les écoles doivent s'assurer que les politiques spécifiques régissant la cyberintimidation sont cohérentes et conformes à la politique générale de l'école.



Encourager un climat scolaire positif

Un climat social positif au sein des écoles peut agir comme un facteur de protection contre les brimades. Les initiatives scolaires visant à réduire les comportements d'intimidation devraient intégrer des interventions conçues pour promouvoir des interactions sociales positives entre les élèves et les enseignants, et entre tous les membres de la communauté scolaire (Richard, Schneider et Mallet, 2011).



Garantir la participation active de toutes les parties prenantes concernées

Afin d'assurer la participation de l'ensemble de la communauté scolaire au processus d'élaboration des politiques, il est essentiel d'appliquer des approches participatives au processus d'élaboration des politiques. En particulier, les méthodes de conception participative peuvent être utiles à cet égard.



Travailler avec des experts

La conception d'une politique de lutte contre la cyberintimidation nécessite de nombreuses connaissances sur les programmes, les stratégies et les interventions à mettre en œuvre. Cela exige une coopération avec des experts qui peuvent être mieux placés pour recommander des interventions spécifiques pour des écoles spécifiques. En effet, il est prouvé que le travail de groupe coopératif entre experts est significativement lié à la réduction à la fois du harcèlement et de la victimisation. Par conséquent, une telle coopération devrait être encouragée.



Avoir le soutien des gouvernements et créer les bonnes incitations

De nombreuses communautés scolaires ne sont pas équipées pour relever le défi d'élaborer une politique efficace de lutte contre l'intimidation. C'est pourquoi le soutien des gouvernements et les conseils d'experts sont nécessaires, mais aussi en créant les bonnes incitations, par exemple, la stipulation d'exigences légales spécifiques et la fourniture de lignes directrices concrètes pour délimiter le contenu minimum de la politique, tout en laissant suffisamment de liberté pour chaque école à concevoir des politiques qui répondent à leurs besoins spécifiques.

Les décideurs politiques

Une question clé pour les décideurs politiques est de **savoir ce qu'il faut faire pour combattre efficacement la cyberintimidation et aider les enfants et les jeunes à développer la résilience nécessaire**. En ces temps d'évolution technique et numérique constante et dans un domaine où les acteurs clés ne travaillent pas toujours ensemble, **il est vital de développer des politiques contre la cyberintimidation à long terme, durables et porteuses de sens**, adaptées au contexte local, mais également adaptées aux politiques et initiatives pertinentes telles que celles visant à améliorer le bien-être des enfants, la culture numérique et le bien-être scolaire.



“C'est après une campagne [de sensibilisation], et non seulement pendant, que le travail commence à s'attaquer au problème. Après la campagne, il faut beaucoup de travail spécifique qui est très adapté aux niveaux national et local. Les raisons, les sujets ou les motifs de la cyberintimidation sont différents d'un pays à l'autre, mais aussi au sein d'un même pays. Il faut donc toujours adapter les approches en conséquence.”

Responsable politique, Union européenne

Une stratégie efficace de lutte contre la cyberintimidation nécessite des outils et des ressources de qualité, un développement professionnel initial et continu pour les enseignants et les autres professionnels travaillant avec des enfants en dehors de l'école, des recherches approfondies pour rester à jour sur les tendances et les risques émergents (en ligne) et un effort plus important pour évaluer l'efficacité des actions visant à lutter contre la cyberintimidation.

La façon dont nous percevons et définissons la cyberintimidation modèle les décisions politiques qui sont prises. **La cyberintimidation ne doit pas être considérée comme étant principalement liée à la technologie, mais à la citoyenneté (numérique) au sens large, aux relations sociales et, en fin de compte, à la société.** Nous pensons que tout effort visant à lutter contre la cyberintimidation doit englober des thèmes plus larges tels que les enfants et les droits de l'Homme, les valeurs, l'éthique, la durabilité, l'inclusion sociale et l'éducation civique.



“Je pense que c'est une erreur de considérer le cyberharcèlement comme un problème individuel isolé :

il doit être compris comme faisant partie d'un système plus large dans lequel nous vivons [...]. On a besoin d'une stratégie plus globale. Vous ne pouvez pas séparer la sphère en ligne de ce qui se passe dans la société en général. Donc, bien sûr, l'une des stratégies consiste à apprendre aux gens à utiliser les réseaux sociaux. Mais je pense que le problème est que même s'ils savaient bien s'en servir, à moins que vous ne résolviez le racisme, le sexisme, l'homophobie, etc., etc., qui se cachent derrière cela, le problème ne disparaîtra pas”

Animateur enfance-jeunesse, Belgique

Le développement d'actions stratégiques pour lutter contre la cyberintimidation peut prendre différentes directions en raison de priorités concurrentes au sein des nombreux acteurs impliqués (par exemple, les enfants et leurs familles, les éducateurs, les entreprises de TIC, la société civile, les organismes du secteur public, etc.). **Il est donc important que les politiques soient guidées par une vision commune et des priorités partagées.** Cela nécessite un meilleur alignement stratégique des politiques locales, nationales et européennes et une coordination efficace des nombreux acteurs et organisations qui luttent contre la cyberintimidation.



“Si on veut vraiment faire la différence, il faut aussi travailler à tous ces différents niveaux : le niveau politique, le niveau micro, mais aussi l'industrie, les organisations sociales, etc. Nous devons tous coopérer pour créer une société qui soit vraiment conforme à nos idées, à nos valeurs, à nos valeurs fondamentales et qui ait une influence sur les jeunes.”

Educateur, Belgique

Les enfants devraient être au cœur de toute politique visant à lutter aussi bien contre la cyberintimidation que tout autre problème qui les touche directement. Il faut augmenter les possibilités pour les enfants et les jeunes de s'engager activement dans les processus de création de politiques, ainsi que dans l'élaboration de programmes d'intervention et de matériel pédagogique. Il est important d'évaluer en permanence l'impact des décisions stratégiques et de suivre leur mise en œuvre en tenant compte des recherches clés, des changements technologiques en cours mais aussi des changements dans les médias, la culture et la société. Pour cette raison, **investir dans la recherche dans ce domaine est une priorité absolue.**

Animateurs enfance-jeunesse / éducation non formelle

De nombreux enfants et jeunes passent une partie importante de leur temps à fréquenter des organisations de jeunesse, des clubs sportifs, des camps et divers autres loisirs et activités organisés en dehors de l'école. Les brimades et les cyber-intimidations, ainsi que d'autres cas d'agression ou d'hostilité entre camarades, peuvent également se produire dans ces contextes. **Il est donc important de former les travailleurs de jeunesse pour qu'ils soient capables de prévenir, de détecter et de répondre de manière adéquate à des situations potentiellement problématiques ou sensibles telles que la cyberintimidation.** Il s'agit d'apprendre à identifier les signes précurseurs de l'intimidation et de la cyberintimidation, et à intervenir correctement.

Étant donné le jeune âge de nombreux travailleurs de jeunesse, ils peuvent se sentir plus proches de la vie quotidienne des enfants et des jeunes. **S'ils sont correctement formés, les animateurs peuvent jouer un rôle clé en aidant les enfants et les jeunes à renforcer leur résilience en ligne, notamment parce qu'ils peuvent eux-mêmes être des utilisateurs des mêmes plateformes en ligne ou avoir vécu des expériences en ligne similaires.** Le fait de parler ouvertement de ces questions avec d'autres jeunes peut aider les enfants et les jeunes à renforcer leurs compétences émotionnelles, psychologiques et sociales, ce qui est essentiel pour renforcer la résilience (en ligne).

Travailler avec les enfants et les jeunes en dehors de l'école dans des contextes informels, en utilisant le travail de proximité avec les jeunes et d'autres activités artistiques,

créatives ou sportives peut **contribuer à offrir aux jeunes générations un environnement sûr où ils peuvent s'exprimer et exprimer leurs émotions sans craindre d'être jugés (par les adultes).**

Les enfants et les adolescents doivent être encouragés à révéler les incidents tels que la cyberintimidation. Ils doivent se sentir responsabilisés, mais surtout, ils doivent être convaincus que la révélation de ces incidents blessants les aidera. Il faut pour cela créer des espaces hors ligne et en ligne (au sens propre comme au sens figuré) sûrs et exempts de jugement pour la discussion et le partage.

Les animateurs, s'ils sont formés correctement, peuvent être des acteurs clés pour offrir des occasions sûres de se confier, d'offrir un soutien et de trouver des solutions ensemble.

Des relations saines, fondées sur la confiance et le respect, constituent l'épine dorsale de groupes, de communautés et de sociétés saines. Soutenir des relations saines à différents niveaux est essentiel pour prévenir les comportements antisociaux et préjudiciables. Toute occasion de travailler à des relations saines doit être saisie. **Les animateurs enfance-jeunesse sont des modèles importants pour la promotion d'un comportement prosocial et éthique et des valeurs de la communauté, ce qui est essentiel pour combattre les formes d'intimidation en ligne et hors ligne.**



La société civile

L'implication de la communauté dans la prévention et la réponse à la cyberintimidation est essentielle. La société civile, y compris les groupes sociaux, les organisations non gouvernementales (ONG), les associations professionnelles et les fondations telles que les Safer Internet Centres financés par la Commission européenne, ont un rôle important à jouer dans la sensibilisation, l'éducation des enfants, du personnel scolaire et des familles, ainsi que dans la mise à disposition de points de contact pour signaler les incidents de cyberintimidation et offrir des conseils et/ou un soutien aux personnes directement ou indirectement impliquées dans la cyberintimidation ou d'autres incidents en ligne.

Les jeunes qui sont victimes de cyberintimidation et ceux qui en sont témoins doivent se sentir à l'aise pour partager leur expérience et sensibiliser les adultes à la cyberintimidation à laquelle ils sont confrontés ou dont ils ont connaissance.

C'est pourquoi il est important de fournir et d'améliorer les canaux existants par lesquels les jeunes peuvent partager leurs expériences en matière de cyberintimidation et autres risques en ligne. Il peut s'agir de lignes d'assistance téléphonique et d'autres plateformes en ligne et hors ligne. En mettant en place ces mécanismes, en s'assurant qu'ils sont bien connus des jeunes et en éduquant les jeunes sur le fonctionnement de ces canaux, les chances de signalement précoce et, par conséquent, de réponse rapide et efficace à la cyberintimidation peuvent augmenter.

"C'est une chose de simplement signaler la situation - "J'ai été menacé, j'ai reçu du contenu malveillant ou des informations ou images nocives", et ainsi de suite ; c'est une chose différente de demander du soutien à quelqu'un avec qui vous vous sentez à l'aise"

Représentant de la société civile, Belgique

Dans l'UE, le numéro 116 111 est spécialement réservé aux lignes d'assistance pour les enfants. La cyberintimidation et d'autres problèmes en ligne peuvent être abordés via ce numéro, ou directement par les lignes d'assistance des Safer Internet Centre (SIC) cofinancés par l'UE. Nous saluons la [stratégie européenne pour un internet plus sûr \(BIK+\)](#) qui vise à rendre plus visible l'aide offerte par les SIC grâce à une coopération renforcée autour du 116 111 et des services en ligne connexes (par exemple, les applications d'assistance téléphonique).

Les jeunes ne constituent pas un groupe homogène. Leurs besoins peuvent varier en fonction de leurs caractéristiques personnelles, de leur sexe, de leur milieu socio-économique, de leur religion, de leur orientation sexuelle, etc. Par conséquent, **les organisations de la société civile doivent redoubler d'efforts pour fournir des ressources plus adaptées et des campagnes de sensibilisation ciblées pour apprendre et faire face à la cyberintimidation, en tenant compte de ces différences.** Les jeunes en situation de vulnérabilité sont plus susceptibles d'être victimes de cyberintimidation. Ils devraient donc être spécifiquement ciblés dans les efforts de prévention par le biais d'outils qui leur sont destinés, ainsi qu'à leurs familles et à leur entourage.

L'implication des jeunes dans le développement de ressources éducatives et de matériel de sensibilisation qui les ciblent est essentielle pour accroître l'efficacité de toute politique, stratégie ou outil numérique de lutte contre la cyberintimidation. **Les ressources développées pour les enfants et les jeunes doivent être adaptées à leur âge, attrayantes, et elles doivent, dans la mesure du possible, impliquer les enfants et les jeunes dans leur conception et leur évaluation.**

Chaque fois que des ressources, du matériel ou des outils sont conçus pour lutter contre la cyberintimidation visant les enfants et les jeunes, il est important de veiller à ce que les informations fournies soient gratuites et facilement accessibles en ligne et hors ligne. Ceci est important pour s'assurer que chaque adolescent se sent à l'aise avec l'usage de ces ressources indépendamment de son niveau de connaissances, d'éducation ou de son statut socio-économique. **Il faut aussi offrir du contenu dans différentes langues.** Si les jeunes appartiennent à des groupes minoritaires ou sont plus jeunes, ils peuvent ne pas se sentir à l'aise pour accéder à des ressources qui ne sont disponibles qu'en français ou dans d'autres langues majoritaires. Il est donc essentiel de veiller à ce que le contenu soit fourni dans les langues nationales, mais aussi que des traductions soient disponibles.

Les campagnes de sensibilisation qui incluent les bonnes personnes et le bon message peuvent avoir un impact plus important sur un public plus jeune. Par exemple, des activités et des campagnes de sensibilisation impliquant des personnalités sportives, des influenceurs, des personnalités des réseaux sociaux, des gamers, des YouTubers, etc. peuvent contribuer à sensibiliser et à prévenir le cyberharcèlement.

Ce sont des personnes que les jeunes considèrent comme des figures de confiance et d'autorité, mais aussi comme des gens proches d'eux.

Les organisations de la société civile devraient offrir suffisamment d'opportunités à leur personnel pour se tenir au courant des tendances et des problèmes en ligne tels que les risques en ligne émergents et des moyens efficaces de les résoudre.

Les organisations de la société civile devraient intégrer les résultats de recherches récentes pour éclairer les décisions stratégiques ainsi que pour guider le développement de campagnes de sensibilisation, de ressources éducatives et d'interventions. **L'impact et l'efficacité de ces outils doivent être contrôlés et évalués.**

Le secteur des médias

Le secteur des médias est également important car il a la responsabilité d'éduquer le public. Il peut jouer un rôle plus actif en informant de manière équilibrée et en éduquant tous les citoyens sur les conséquences tant positives que négatives des technologies numériques, **y compris des phénomènes tels que la cyberintimidation et d'autres risques en ligne.**

Lorsqu'il s'agit de sensibiliser à des phénomènes tels que la cyberintimidation, les modèles positifs peuvent avoir un impact, en particulier chez les jeunes. **Une coopération accrue avec l'industrie des médias et les diffuseurs publics peut contribuer à impliquer des célébrités, des influenceurs et d'autres modèles positifs d'enfants et de jeunes dans les campagnes de sensibilisation visant à lutter contre la cyberintimidation** et d'autres types d'agressions entre camarades.

Enfin, les médias et les journalistes devraient assurer une couverture plus équilibrée des technologies numériques telles que les médias sociaux ou les plateformes de jeux. S'il est très important d'informer le public des risques potentiels en ligne, une grande partie de la couverture médiatique se concentre sur les conséquences négatives de ces technologies, sans s'attacher à mettre en avant les opportunités et les résultats positifs qu'elles offrent.

Le monde académique

La recherche est fondamentale pour éclairer les politiques fondées sur des données probantes. La prolifération rapide des applications, services et plateformes en ligne exige une recherche de bonne qualité ainsi qu'une analyse comparative adéquate pour suivre les tendances émergentes et être en mesure d'anticiper les risques potentiels et des moyens efficaces de les détecter et d'y répondre. La mesure des progrès nécessite des données quantitatives et qualitatives solides qui peuvent saisir toute l'ampleur, l'incidence et l'évolution de la cyberintimidation et d'autres formes de violence en ligne contre les enfants.

La recherche est nécessaire pour accroître l'efficacité des interventions et des ressources destinées à lutter contre la cyberintimidation et les autres risques en ligne. Des outils et des méthodologies améliorés, ainsi que des évaluations solides des interventions pour lutter contre la cyberintimidation sont fondamentaux pour améliorer les programmes existants et en concevoir de nouveaux. **La recherche peut contribuer à une compréhension commune de la cyberintimidation** en révisant et en améliorant les définitions existantes et les modèles théoriques qui nous aident à mieux comprendre son impact, ses causes profondes et ses conséquences. **Une compréhension commune de la cyberintimidation permettra d'aligner le travail des différents partenaires et secteurs.** En partageant une vision commune, l'efficacité des initiatives, des ressources éducatives et des interventions pour combattre la cyberintimidation sera renforcée.

La communauté des chercheurs devrait redoubler d'efforts pour rendre ses résultats accessibles à un large public au-delà du milieu universitaire. Par exemple, les éducateurs, les décideurs et les autres praticiens travaillant avec des enfants gagneraient à avoir accès à des recommandations fondées sur des études et à des informations scientifiques accessibles et faciles à comprendre sur l'engagement numérique des enfants et les conséquences de leur utilisation. Cela les aiderait à prendre des décisions plus pertinentes qui auraient un impact positif sur la vie des enfants.

Le secteur des TIC

Le projet KID_ACTIONS souligne la nécessité d'une responsabilisation accrue du secteur des TIC. Nous saluons notamment les recommandations de la [stratégie européenne pour un internet plus sûr \(BIK+\)](#) destinées au secteur, à savoir :

évaluer et traiter de manière cohérente les risques spécifiques pour les enfants découlant de l'utilisation de leurs produits et services ;

coopérer avec des signaleurs de confiance afin d'évaluer et de retirer rapidement les contenus illégaux et d'agir en cas de notification de contenus préjudiciables ;

permettre aux chercheurs universitaires d'accéder aux données et informations pertinentes sur les opportunités et les risques pour les enfants, dans le respect total des règles de protection des données.

En outre, de nombreux services numériques ne sont pas conçus pour être utilisés par des enfants mais sont pourtant utilisés par beaucoup d'entre eux. De plus, bien que la plupart de ces services ne soient pas délibérément conçus pour mettre les enfants en danger, les recherches montrent que les risques qu'ils présentent ne sont pas accidentels. "Il ne s'agit pas de "bugs" mais de fonctionnalités".

En effet, ces plateformes en ligne sont conçues "pour maximiser l'engagement, l'activité et le nombre d'utilisateurs - les trois moteurs du revenu, et non pour assurer la sécurité des enfants²⁴". **Le secteur des TIC doit concevoir des services plus efficaces, gratuits et adaptés à l'âge des enfants, qui favorisent un engagement positif et sûr des enfants et des jeunes dans les technologies numériques.**

"Les entreprises privées [...] pourraient vraiment promouvoir une culture différente des relations en ligne et de l'interaction en ligne, ce qu'elles ne font pas actuellement parce que leurs algorithmes privilégient le nombre de likes, de commentaires, etc. Donc, même s'il y a des réactions négatives face à un post raciste et qu'il y a beaucoup de commentaires indiquant la nature raciste du post, [le post] va avoir plus de visibilité et non l'inverse. Donc, [ils doivent] repenser les algorithmes et la façon dont la visibilité fonctionne."

Travailleur enfance-jeunesse, Belgique

Le secteur des TIC doit permettre aux enfants de se protéger plus facilement de la cyberintimidation et d'autres pratiques en ligne préjudiciables. Ils doivent inclure des mécanismes solides pour détecter et répondre à la cyberintimidation et à d'autres formes d'abus et d'utilisation abusive dans les plateformes qu'ils gèrent, même si ces services ne sont pas principalement destinés à des groupes d'âge jeune.

"Il y a des enfants maintenant qui rejoignent Instagram quand ils ont 10 ou 11 ans. Il est devenu beaucoup plus normal d'avoir un téléphone plus rapidement et d'aller plus vite sur les réseaux sociaux et ils sont exposés à des choses qui ne ne sont pas adaptées à leur âge. Et ça peut créer des formes de cyberintimidation."

Adolescent, Irlande

L'industrie des TIC peut coopérer plus étroitement avec le secteur de l'éducation et avec la société civile. Cependant, ces partenariats ne doivent pas impliquer d'attitudes condescendantes mais doivent au contraire s'inscrire dans un cadre éthique qui respecte les droits de l'enfant et qui assure leur bien-être par le biais de solutions sûres et adaptées à l'âge dès la conception de ces produits.

Étant donné que **la cyberintimidation et d'autres formes de cyberagression peuvent se produire simultanément sur différents services en ligne tels que les réseaux sociaux et les plateformes de jeux**, il est essentiel que les plateformes en ligne coopèrent entre elles pour concevoir des mécanismes robustes, adaptés à l'âge et transversaux pour lutter contre la cyberagression sur les services qu'ils gèrent.



La famille et l'entourage

Les technologies numériques sont déjà profondément ancrées dans la vie quotidienne des enfants et des jeunes. S'ils exposent les enfants à certains risques, les outils numériques offrent également de vastes possibilités. **Il est important que les parents s'intéressent aux activités numériques de leurs enfants, qu'ils communiquent ouvertement sur les risques et les avantages potentiels de ces technologies, qu'ils offrent des conseils et un soutien** et qu'ils réglementent l'utilisation de ces outils si nécessaire²⁵.

Les parents, les frères et sœurs plus âgés et d'autres adultes de l'entourage sont des modèles pour les enfants, également lorsqu'ils utilisent les technologies numériques. Par conséquent, ils devraient réfléchir à leurs propres habitudes d'utilisation et aux aspects problématiques potentiels qui pourraient avoir un impact négatif sur l'engagement des enfants avec les technologies numériques.

“Les adultes sur Twitter, par exemple. Ou, en effet, le cas de Trump était bien sûr un excellent exemple montrant comment quelqu'un au pouvoir peut aussi démontrer un comportement de cyberintimidation et comment cela a aussi un impact sur ce que les gens commencent à considérer comme normal. Et en effet, quel impact cela a-t-il sur ses partisans qui commencent à faire la même chose ?”

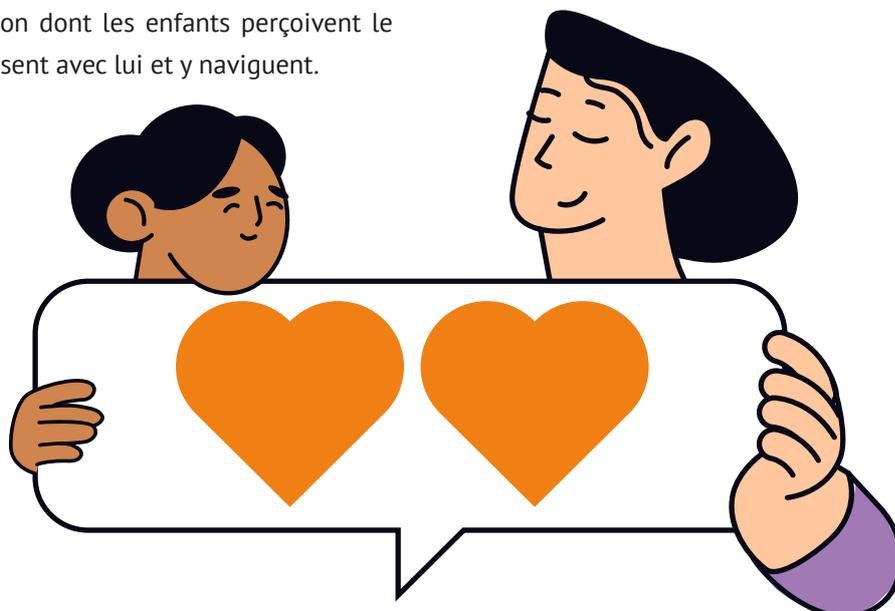
Chercheur, Belgique

Les parents et l'entourage **doivent offrir aux enfants et aux jeunes des conseils et un soutien adéquats, mais dans le même temps, ils doivent également bénéficier de conseils et d'un soutien suffisants**. Il est essentiel de fournir des informations et des conseils aux parents, et aux autres adultes de l'entourage, sur la façon dont les enfants perçoivent le monde en ligne, interagissent avec lui et y naviguent.

Un dialogue ouvert et constructif entre les parents et les enfants, qui aborde les divers aspects de leur comportement en ligne, est essentiel. Cependant, **de nombreux parents et adultes ne se sentent pas prêts à avoir de telles conversations et à jouer un rôle de médiateur adéquat dans les expériences en ligne de leurs enfants. C'est pourquoi l'éducation des parents reste essentielle.**

En particulier dans les familles vivant dans des situations plus précaires, confrontées à diverses formes de vulnérabilité ou issues d'un milieu socio-économiquement défavorisé, les parents ont souvent du mal à maîtriser les compétences numériques. Dans ces familles, les rôles sont parfois inversés : les enfants aident leurs parents à utiliser les technologies numériques. Il est donc important que les parents reçoivent un soutien adapté pour pouvoir accompagner et guider l'engagement de leurs enfants dans les technologies numériques. Dans le cas de parents issus de l'immigration ayant des difficultés à parler la langue locale, la mise à disposition de ressources dans des langues supplémentaires est également nécessaire.

Enfin, **des stratégies de sensibilisation adéquates pour s'engager avec succès auprès des groupes cibles plus difficiles à atteindre sont fondamentales**. Fournir des ressources via des plateformes en ligne ou offrir des cours après les heures de classe peut ne pas suffire pour atteindre tout le monde. **Il est donc important de promouvoir la coopération entre des organisations aux compétences différentes mais complémentaires**. Par exemple, une organisation travaillant à faire progresser les compétences numériques peut coopérer avec une organisation offrant un soutien aux familles de réfugiés et proposer ensemble une offre de compétences numériques sur mesure pour ce type de public.



Les enfants et les jeunes

Nous souhaitons terminer cette série de recommandations par celles qui s'adressent aux enfants et aux jeunes eux-mêmes. Comme l'indique le rapport annuel du Représentant spécial du Secrétaire général des Nations unies sur la violence à l'encontre des enfants, il est essentiel d'impliquer et de responsabiliser les enfants. "Les enfants ont besoin de développer leurs propres capacités en tant que citoyens numériques et d'apprendre des valeurs solides et des compétences de vie, notamment en étant responsables de leurs actions envers les autres"²⁶. Par conséquent, nous encourageons les enfants et les jeunes à :

prendre le temps de réfléchir à leurs interactions en ligne et à leurs conséquences possibles pour eux-mêmes et pour les autres.

"Je pense qu'il est important de ne pas utiliser les réseaux sociaux comme des plateformes pour exprimer une opinion négative sur une personne. Donc, si vous avez une dispute avec une personne, vous ne devez pas utiliser les réseaux sociaux pour la résoudre parce que vous pouvez avoir beaucoup de malentendus et les gens ont beaucoup plus vite tendance à être très durs avec une personne [en ligne] et à dire des choses qu'ils n'oseraient pas dire en face à face. Je pense que c'est important de ne pas en abuser."

Adolescent, Belgique

"Je pense aussi que le concept de ces captures d'écran n'est pas très bon non plus, en termes de communication. Je pense que tout le monde ici a déjà fait des captures d'écran de conversations pour les transférer. Mais on ne se rend compte que plus tard que ce n'est pas bien. Je pense que c'est quelque chose qu'il ne faut pas faire. Une conversation que vous avez avec quelqu'un, c'est privé. Il ne faudrait pas la partager avec d'autres personnes qui n'ont rien à voir avec elle."

Adolescent, Belgique

Être conscient de ce qu'est l'intimidation et agir en conséquence.

"Les jeunes doivent être beaucoup plus conscients de ce qui constitue des brimades et de ce qu'est la frontière parfois mince pour certains enfants entre une dose de tourmente et de taquinerie, et une sorte de plaisanterie de groupe."

Chercheur, Royaume-Uni

Les enfants et les jeunes ont besoin des compétences nécessaires pour peser la nature et l'étendue de la situation problématique à laquelle ils peuvent être confrontés en ligne. Ils doivent apprendre à évaluer si la situation à laquelle ils sont confrontés est un véritable problème qui peut les affecter sérieusement ou si l'incident auquel ils sont confrontés est quelque chose qui va passer en quelques jours. Ils ont également besoin des compétences nécessaires pour être en mesure de savoir quand il convient de divulguer et/ou de signaler l'incident et de savoir quand le dire à quelqu'un d'autre et quand demander l'intervention d'un adulte.

"Je ne pense pas qu'Instagram devrait être une thérapie ou quelque chose comme ça. On doit résoudre ses problèmes. Il y a juste des endroits où on doit aussi parler avec des professionnels. Oui, Instagram n'est tout simplement pas un endroit pour ça."

Adolescent, Belgique

Les enfants doivent apprendre et mettre en place des stratégies d'adaptation pratiques lorsque quelque chose qui se passe en ligne les perturbe.

"Apprendre certaines compétences pour protéger leur propre bien-être mental afin de reconnaître que telle chose me fait me sentir mal, mais je peux le faire pour me sentir mieux. Maintenant, je peux aller me promener, ou je peux écouter ma chanson préférée, ou je peux regarder ma vidéo YouTube préférée, je peux aller jouer avec mon meilleur ami [...]. Même éteindre le téléphone est un peu une compétence, reconnaissant quand on doit mettre son téléphone en mode silencieux, le mettre sur le côté, le laisser et y revenir plus tard."

Chercheur, Royaume-Uni

Les enfants et les jeunes

Les enfants doivent être encouragés à utiliser les outils de signalement lorsqu'ils sont témoins de cyberintimidation en ligne. De même, lorsqu'ils ne sont pas directement impliqués mais sont témoins du comportement de cyberintimidation d'autres personnes.

Les enfants devraient jouer un rôle actif dans leur propre éducation à la sécurité en ligne.

La base de cette aptitude devrait être créée dans les écoles où les enfants devraient avoir suffisamment d'occasions de participer activement à leur communauté scolaire et, dans la mesure du possible, de partager leurs connaissances et leurs expériences personnelles sur le cyberharcèlement et la manière d'y faire face avec leurs pairs et les élèves plus jeunes. Les enfants devraient également jouer un rôle plus actif dans l'élaboration de politiques et d'interventions scolaires pour lutter contre le cyberharcèlement et d'autres formes de violence entre pairs, en ligne et hors ligne. Cela contribuerait à accroître l'adoption et l'efficacité de ces politiques.

Conclusions

Afin de prévenir, de détecter et de répondre avec succès à la cyberintimidation, il est essentiel de prêter attention aux éléments suivants :

Continuer à éduquer et à travailler avec le personnel scolaire afin qu'il puisse prévenir, détecter et répondre de manière adéquate aux incidents de cyberintimidation, même lorsque ceux-ci ne se produisent pas à l'école.

Il faut apprendre aux enfants et aux jeunes à parler des incidents qui se produisent, mais il faut aussi qu'ils sentent que le fait de parler de ces incidents blessants les aidera. Par conséquent, l'éducation des adultes et la fourniture de ressources et d'outils utiles et pratiques pour favoriser une relation de confiance et de soutien peuvent avoir un impact positif sur la lutte contre la cyberintimidation et aider les enfants à développer leur résilience.

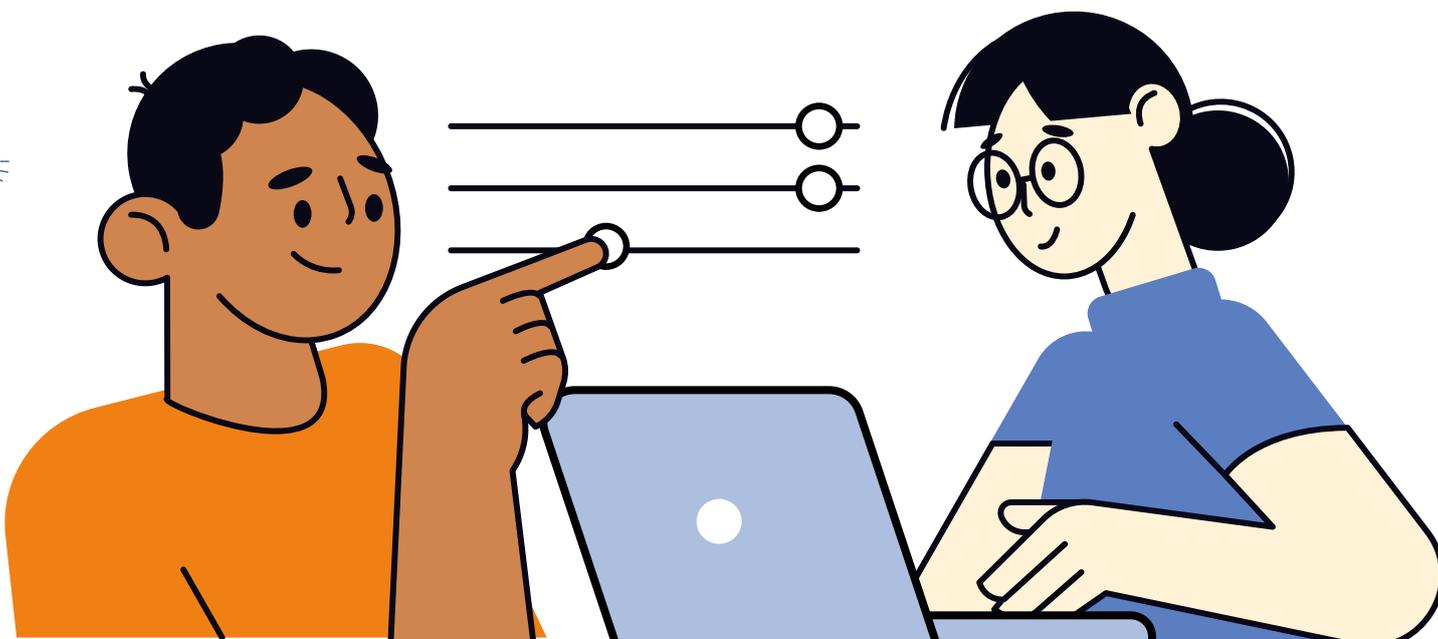
Les enfants vulnérables ont besoin d'un soutien supplémentaire et adapté car ils sont généralement confrontés à des environnements difficiles, ont tendance à être isolés et manquent généralement de réseaux de soutien. Cela affecte négativement leur capacité à développer la résilience nécessaire pour faire face à des situations problématiques telles que la cyberintimidation.

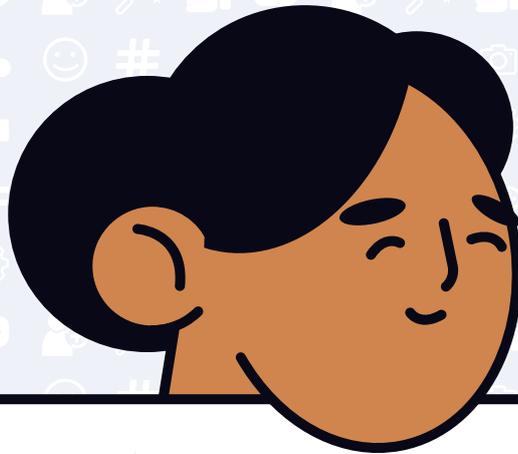
Les efforts de prévention doivent commencer dès le plus jeune âge. En outre, il faut apprendre aux enfants à faire face à l'adversité, à gérer leurs émotions et à développer l'autorégulation et l'empathie. Cela doit se faire sans limiter leur autonomie et leur capacité à développer leurs propres mécanismes pour renforcer leur résilience.

Il faut promouvoir des approches fondées sur le dialogue entre camarades pour sensibiliser et favoriser un environnement scolaire bienveillant. Cela permettra d'éviter que des incidents ne se produisent ou ne s'aggravent au-delà de tout contrôle.

L'amélioration des politiques et de la réglementation ainsi qu'une plus grande responsabilisation du secteur des TIC restent cruciales.

À ce jour, on sait peu de choses sur l'efficacité des programmes et des interventions visant à réduire la (cyber)intimidation. Il demeure fondamental de surveiller et d'évaluer l'efficacité de ces programmes et stratégies.





**European Schoolnet**

**AMNESTY INTERNATIONAL**

Youth for Exchange and Understanding

**PROVINCIA AUTONOMA DI TRENTO**

**FONDAZIONE BRUNO KESSLER**

FINANCE PAR LE PROGRAMME DROITS, EGALITE ET CITOYENNETE (2014-2020) DE L'UNION EUROPEENNE

